

1^{er} février 2004



Apprendre de la résistance au bulldozage Harris en Ontario et Campbell en Colombie britannique

Tant les événements de novembre-décembre au Québec que le comportement erratique des hautes directions syndicales et la perspective de la grande bataille qui s'annonce commandent une analyse minutieuse de la situation. Cela est nécessaire afin de dresser un plan d'organisation et d'action de même qu'une plate-forme de revendications et des perspectives qui maximisent les gains du prolétariat et du peuple québécois tant au niveau des réformes immédiates que de la conscience et de l'organisation de classe et de la lutte de libération nationale et sociale du peuple québécois.

Comme la grande bataille qui vient — du moins espérons-le — est la suite logique, et peut-être le point final tel que l'envisage la bourgeoisie, de l'offensive néolibérale qui a débuté au Canada il y a environ 25 ans, il convient de se situer dans un cadre canadien. Le point de départ sera la plus importante mobilisation populaire qu'ont connue le Canada et le Québec depuis le début de la contre-offensive néolibérale en 1979, soit celle des Days of Action en Ontario de 1995 à 1998, mobilisation qui rebondit en Colombie britannique en 2001-2003. Comme maintenant, au Québec, ce furent des mobilisations contre l'imposition brutale et rapide de dures politiques néolibérales par des gouvernements nouvellement élus.

Comme au Québec pour le Parti libéral (PLQ), le Parti conservateur de l'Ontario (PCO) et le Parti libéral de la Colombie britannique (PLCB), transformation de l'ancien Parti du Crédit social, étaient de retour au pouvoir après avoir fait leur mue durant un séjour d'une dizaine d'années dans l'opposition. Comme l'est le PLQ, le PCO et le PLCB sont des partis bourgeois « normaux ». Il faut en effet d'amples contradictions sociales pour obliger la bourgeoisie à miser sur un autre cheval, ce qui fut plus fréquent au Québec qu'en Ontario et en Colombie britannique durant le XX^{ie} siècle à cause de la gestion de la complexe question nationale.

Les évènements en Ontario

Pour l'Ontario, on s'inspirera, sans s'y cantonner, de l'étude faite par David Camfield, maintenant professeur à l'Université du Manitoba et militant du *New Socialist Group*. On retrouve cette analyse intitulée « *Assessing Resistance in Harris's Ontario, 1995-1999* » dans le livre « *Restructuring and Resistance: Canadian Public Policy in an Age of Global Capitalism* », red. Mike Burke, Colin Mooers et John Shields (Fernwood Publishing, 2000).

L'élection du gouvernement Harris, en juin 1995, a surpris le mouvement syndical désorienté et divisé sur la question du NPD qui, au pouvoir de 1990 à 1995, avait imposé de dures coupures frappant surtout les syndicats du secteur public (le « *social contract* »). L'électorat, pas encore remis de la profonde crise de 1990-92, qui avait frappé l'Ontario plus que tout autre grande province, et de la « croissance sans emploi » qui s'ensuivit, et n'espérant plus rien du côté de la « gauche », n'a pas cru au *business as usual* des Libéraux ontariens au pouvoir de 1985 à 1990. Il s'est plutôt laissé séduire par la radicale « révolution du bon sens » de l'équipe Harris qui promettait d'en revenir à la prospérité du régime conservateur qui avait dominé la province pendant 42 ans de 1943 à 1985... mais avec d'autres moyens que ceux de l'État providence.

Les premiers à réagir aux coupures anti-pauvres et à la législation anti-syndicale et anti-femme du gouvernement Harris furent les organisations anti-pauvreté (OCAP), les femmes (garderies), les étudiants et étudiantes universitaires et les militants et militantes de gauche. Leur détermination, et la répression dont ils furent l'objet, qui traduisait une colère plus généralisée, obligèrent la Fédération du travail de l'Ontario (FTO), pour ne pas perdre le contrôle de la situation mais aussi parce les positions de la bureaucratie étaient menacées tant par le haut que par le bas, de proposer un plan d'action. Ce fut celui des *Days of Action* soit une escalade de grandes manifestations, accompagnées de grèves, d'un centre métropolitain à un autre plus important jusqu'à culminer sur Toronto.

Cependant, la direction de la FTO s'assura auparavant de la consolidation droitière de son exécutif en faisant évincer, lors de l'élection au congrès de 1995, deux membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) qui s'étaient opposés au *social contract* du Nouveau parti démocratique (NPD), contrairement aux directions des syndicats du secteur privé (les *pink paper unions*), à l'exception des Travailleurs et travailleuses canadiens de l'automobile (TCA). De plus, après le *Day of Action* d'Hamilton, qui mobilisa 100 000 personnes au début de 1996, cette direction n'appela pas à des grèves d'appui pour soutenir l'importante grève des fonctionnaires du gouvernement ontarien. Pourtant cette grève était la plus importante qu'eût jamais connu l'Ontario jusqu'alors. Malgré ce manque d'appui, que cautionnait même la direction du syndicat des fonctionnaires en grève, la détermination des grévistes empêcha le gouvernement Harris de remporter une victoire décisive mais non de congédier par après 10 000 fonctionnaires.

Le mouvement reprit un second souffle l'automne suivant en culminant lors du Day of Action de Toronto qui rassembla 200 000 personnes. L'étape suivante était logiquement une grève générale de 24 heures partout en Ontario. C'est le moment que choisirent les directions des *pink paper unions* pour s'opposer à d'autres *Day of Action*. Pourtant, le grand rassemblement de Toronto marquait un rapport de forces qui obligeât le gouvernement Harris, durant ce même automne 1997, à retirer un projet de loi qui lui donnait le pouvoir de suspendre le droit de grève du secteur public et d'imposer leurs conventions collectives. Non seulement ce rapport de forces fut-il ruiné par les directions syndicales des *pink paper unions* mais aussi par les directions de trois des cinq syndicats de professeurs du primaire et du secondaire qui mirent abruptement fin à une grève illégale, pourtant populaire et soutenue par les parents, de l'ensemble du corps enseignant ontarien, du jamais vu jusqu'alors.

Malgré d'autres grèves locales et d'autres Day of Action dans des villes moins importantes en 1998, les mobilisations et grèves de l'automne 1997 marquèrent le sommet du mouvement anti-Harris.

Bilan ontarien

Ce qui frappe d'abord c'est que la plus importante mobilisation dans l'État canadien depuis 25 ans se soit terminée en défaite. Selon David Camfield, on ne peut même pas dire que le mouvement ait résulté en gains significatifs organisationnels ou politiques. L'auto-organisation, importante sur le moment avec surtout l'Ontario Coalition for Social Justice (OCSJ) et ses composantes locales, s'est quasi complètement décomposée ensuite.

Pour le mouvement large, la perspective politique n'a jamais dépassé le retour au pouvoir du NPD pourtant discrédité par son « *social contract* ». Rien d'étonnant quand on réalise que non seulement cette perspective était celle des *pink paper unions* mais aussi celle de leurs opposants. La divergence entre eux était tactique. Les directions des syndicats du secteur public et des TCA croyaient qu'il ne fallait pas attendre passivement aux prochaines élections mais qu'une mobilisation pourrait re-crinquer l'appui au moribond NPD tout en limitant les dégâts... et ainsi éviter d'être contestées par leurs bases puisque les syndicats du secteur public étaient davantage touchés.

La défaite, cependant, n'est en rien génératrice d'espoir comme l'a montré les piètres résultats du NPD ontarien lors des élections de 1999 et de 2003. Cependant, la défaite tue la capacité de contester la stratégie cul-de-sac des directions syndicales. Et tant pis pour les bases syndicales, les inorganiséEs et même pour le NPD. L'objectif prioritaire c'est de sauver la peau de la caste bureaucratique qui, il est vrai, s'appuie sur une large couche ouvrière ayant le plus bénéficiée des gains des « trente glorieuses », couche relativement

nombreuse dans la plus riche province canadienne mais rendue frileuse par la peur de tomber dans l'exclusion néolibérale et même devenue plus conservatrice par son intérêt immédiat à maintenir le statu-quo.

Les *pink paper unions* invoquaient même l'idée d'un « *progressive capitalism* » capable de gagner la bataille de la compétitivité grâce à la collaboration patronat-syndicat. On comprend que cette option ne pouvait pas être retenue par les syndicats du secteur public que les politiques Harris frappaient de plein fouet indépendamment de leur « productivité ». L'exception était les TCA qui dans la lutte pour leur indépendance syndicale vis-à-vis « l'Internationale » étasunienne avait compris que le piège de la concertation ne pouvait mener qu'aux concessions sans fin. Il faut cependant avouer que la baisse drastique du taux de change du dollar canadien au début des années 90 donnait une marge de manœuvre à leur combativité sans qu'ils leur soient nécessaires de remettre en question les paramètres du libre-échange.

La gauche radicale, sociale (OCAP) ou politique (New Socialist Group, International Socialist, Socialist Action) n'a pas non plus profité de la situation pour se renforcer. Il faut ici souligner la faiblesse de la gauche sociale dans les syndicats, gauche par ailleurs peu indépendante des hautes directions syndicales. Objectivement, la vague néolibérale avait déstructuré le prolétariat (précarité, exclusion) et beaucoup abaissé les attentes prolétariennes par rapport aux années 70. Subjectivement, OCAP s'était spécialisé dans les questions liées à la pauvreté, très aigüe à Toronto, ce qui l'a conduit à privilégier des tactiques d'action directe peu rassembleuses d'autant plus que s'y est développée une amertume face aux syndicats accusés de manque de combativité.

Quant à la gauche anticapitaliste, elle se retrouvait, en 1995, marginale et en plus divisée suite à des scissions au début des années 90. La conséquence en fut, pour International Socialist (IS), une fuite en avant volontariste et sectaire surestimant le potentiel de la lutte sociale ce que renforçait un leadership verticaliste ; pour New Socialist Group (NSG), confiné principalement dans le milieu universitaire et anti-pauvreté, une politique priorisant les « *single issues* » ce qui rendait difficile de faire une analyse globale donc d'avancer une proposition stratégique ; pour Socialist Action (SA) un sectarisme anti-NPD sur la base que l'heure était venue de fonder un nouveau parti ouvrier de masse, suivi d'un revirement à 180 degrés d'intégration au NPD en tant que « Socialist Caucus ». Quant à la section de la Quatrième Internationale, elle avait tout simplement disparue. Ce n'est que dans l'après-Seattle que ces erreurs ont commencé à être corrigées quoique que la gauche anti-capitaliste reste toujours divisée et marginale malgré des tentatives de regroupement jusqu'ici ratées.

Force de frappe libre-échangiste et ciblage fédéraliste

L'actuelle situation québécoise présente de frappantes similitudes avec la conjoncture ontarienne d'alors mais aussi des différences essentielles. Dans les deux cas les partis bourgeois « normaux » ont décidé d'appliquer avec un « talon de fer » les politiques patronales de nivelage sur le modèle néolibéral étasunien auquel le Canada était exposé plus que jamais depuis l'Accord de libre-échange de 1989.

L'Ontario agissait cependant en pionnière si l'on fait exception de l'Alberta de Ralph Klein qui pouvait certes servir de modèle mais non de locomotive pour une normalisation néolibérale de tout le Canada étant donné sa situation exceptionnelle d'Arabie Saoudite de l'État canadien. Par contre, l'Ontario, avec Toronto comme centre financier du Canada, comme cœur de son industrie et disposant de plus de 40% de son PIB, en est le centre névralgique.

Par contre, les deux autres grandes provinces canadiennes, le Québec et la Colombie britannique, étaient des noyaux plus durs à croquer. La question nationale québécoise et la mobilisation des femmes, au bord de l'explosion en 1995, rendaient le Québec intouchable jusqu'à ce que la bourgeoisie soit capable de lui infliger une défaite stratégique. La Colombie britannique, gouvernée alors par un gouvernement NPD certes social-libéral mais pas pour autant ultra-néolibéral, n'était pas le candidat idéal d'autant plus que la prospérité d'alors de la zone Asie-Pacifique lui servait de tampon et qu'il y a une tradition de combativité ouvrière dont la dernière manifestation fut le mouvement Solidarity en 1983.

La bourgeoisie canadienne comprit l'avantage que le Canada soit une fédération passablement décentralisée pour attaquer frontalement le prolétariat canado-québécois à son point faible. Cette charge était d'autant plus appropriée pour Bay Street qu'en même temps le gouvernement fédéral, dirigé par le parti « normal » de la bourgeoisie canadienne qui venait de reprendre le pouvoir à la fin de 1993, venait lui-même d'enclencher son offensive du déficit zéro qui allait ramener en cinq ans la part du gouvernement fédéral au PIB à ce qu'elle était en 1950. Cette (contre-)performance reste à ce jour inédite au sein du G-7.

Malgré leur mésentente sur la priorité à donner à la lutte contre le déficit versus la baisse des impôts, ce qui avait pour avantage de brouiller les pistes, le Parti libéral du Canada (PLC) et le Parti conservateur de l'Ontario (PCO) s'entendaient sur le fond, soit utiliser l'ALÉNA et l'OMC comme justification et moyens pour niveler la structure sociale du Canada au niveau de celle des États-Unis. Leur volonté d'utiliser l'élimination rapide de leurs déficits budgétaires comme moyen principal d'accoucher de cette mise à niveau reflétait les intérêts du capital financier et transnational-exporteur préoccupé par la baisse de la valeur du huard. Tout au plus, le PCO est-il plus sensible aux intérêts du capital manufacturier et commercial, aussi préoccupé d'augmenter le pouvoir d'achat du marché interne, que le PLC peut l'être, d'où une plus grande importance accordée à la baisse des impôts.

Reste que cette double offensive PLC-PCO allait laver l'échec de l'offensive du gouvernement Mulroney dix ans auparavant — tout comme celui de « l'État-Provigo » au Québec — lui qui aurait voulu imiter son allié et ami Ronald Reagan. Cette offensive, on s'en souvient peut-être, fut arrêtée net dès le départ par la riposte « Hey, Charlie Brown » des personnes âgées. La stratégie d'en passer par le détour des accords de libre-échange et d'utiliser à plein les avantages du fédéralisme pour mieux cibler, allait enfin payer malgré qu'elle fût rejetée par l'électorat tant aux élections fédérales de 1988 qu'à celles de 1993.

Le tour de la Colombie britannique

Restait la mise au pas de la Colombie britannique et du Québec. Dans l'une et l'autre province, l'obstacle était les partis socio-libéraux au pouvoir. Ceux-ci, non par conviction mais par conservatisme d'appareil, n'étaient pas prêts à rompre avec la stratégie du consensus pour pouvoir appliquer le remède de cheval de la confrontation ouverte de classe. Du point de vue du capital, il le fallait, cependant, pour en arriver non seulement à faire la mise à niveau ultra-néolibérale requise par le contexte de concurrence avec les ÉU mais surtout pour consolider un nouveau régime d'hégémonie bourgeoise qui n'ait plus besoin de traîner le boulet de la « concertation ».

Le cul-de-sac de la gestion social-libérale s'exprimait tant en Colombie britannique où le niveau de vie stagnait depuis le début des années 90 par rapport aux autres régions du Canada, qu'au Québec où le taux de création d'emploi était le plus faible parmi les régions canadiennes. La liberté de la circulation des capitaux garantie par les accords de libre-échange permet, en effet, de punir les mauvais élèves.

Heureusement, cependant, pour la bourgeoisie, le NPD britanico-colombien et le PQ québécois étaient, malgré tout, ses meilleurs alliés. Comme des Jean-Baptiste, ils avaient préparé le terrain en appliquant avec conviction les coupures néolibérales des années 90 tout en paralysant le mouvement syndical soit par un lien organique travailliste avec lui, en ce qui concerne le NPD, soit par la tactique des « Sommets » nationalistes en ce qui concerne le PQ. En fait, le travail de restructuration néolibérale et de démoralisation populaire avait été si bien fait qu'on en était rendu à l'étape bulldozage, ce que ces partis ne pouvaient pas faire à moins de se suicider politiquement.

Il a suffi aux partis bourgeois « normaux » — ce qu'était devenu le PLCB en fusionnant à lui les restes des Créditistes et les Réformistes — de surfer sur le mécontentement de l'électorat, certes en l'exacerbant par le recours soit à la dénonciation anti-corruption en Colombie britannique soit anti-séparatiste au Québec, doublé à l'avenant de promesses démagogiques complètement contradictoires avec leur projet réel. L'important c'était de gagner le pouvoir pour

au moins un terme afin de faire la *job* de bras sachant fort bien que les partis socio-libéraux ne la remettraient pas en question si jamais ils revenaient à la barre.

Ainsi, en 2001, le PLCB prit-il le pouvoir en réduisant le NPD au cinquième du vote populaire, une dégelé aussi profonde que celle du NPD ontarien en 1995. Par contre, le PQ, en 2003, recueillit le tiers du vote populaire ce qui est tout de même sa pire performance depuis 1973 sans compter que ce fut sur une base d'un taux de participation de 70%, le pire depuis 1927.

En Colombie britannique, le choc fut aussi dur à encaisser qu'en Ontario mais la réaction populaire fut moins forte. Il y eut bien deux grandes manifestations dans l'année qui suivit la prise du pouvoir mais aucune ne dépassa 40 000 personnes. Il y eut bien la mise sur pied de coalitions régionales mais elles furent incapables de ravir la direction du mouvement à la direction de la Fédération du travail de la Colombie britannique qui surfa sur les mobilisations pour mieux les faire déboucher dans un cul-de-sac.

Il eut bien une coalition d'activistes radicaux « Prepare the General Strike » soutenu par des groupes anti-pauvreté qui connut un succès propagandiste. Durant l'automne 2002, ces militants et militantes réussirent même à provoquer un début de jonction entre le mouvement syndical et un squat durant le congrès de la Fédération du travail au point d'obliger la direction à accepter un vote gagnant pour la préparation de la grève générale. On pouvait d'autant espérer que durant ce même automne un parti progressiste remportait la mairie de Vancouver et que peu auparavant le PLCB avait raté son référendum anti-aborigènes, référendum boudé par la majorité de la population.

Cependant, la droite fit le dos rond sachant que le rapport de forces lui était favorable. Le nouveau maire déçut les progressistes en appuyant le projet d'organiser les Olympiques mondiales d'hiver en Colombie britannique en 2010. Durant la campagne référendaire sur le sujet, les syndicats du secteur privé aussi appuyèrent le projet, alléché par un éventuel boom de la construction, tandis que les syndicats du secteur public s'y opposèrent pour cause de détournement de fonds au détriment du secteur public. Le « oui » l'emporta aux deux tiers.

Finalement, la dissension syndicale privée-publique, toujours latente depuis l'échec du mouvement Solidarity en 1983 contre les coupures du gouvernement du Crédit social, s'envenima jusqu'au niveau du jamais vu. Le plus important syndicat du secteur privé, l'Industrial and Allied Workers of Canada (IWA), signa un contrat secret avec des entreprises étasuniennes à qui le gouvernement Libéral avait accordé la sous-traitance de 9 000 postes d'employéEs de soutien dans les hôpitaux, aux dépens du Syndicat des employéEs d'hôpitaux, le plus important et le plus combatif syndicat de la Colombie britannique. Pour combler

la mesure, le contrat signé ramène les salaires au niveau de 1968 sans plan de pensions ni congé de maternité. Un échec plus cuisant, tu meurs.

S'agit-il alors d'espérer en l'inévitable retour du pendule — comme le prévoit au Québec le PQ qui sous couvert d'une « saison des idées » fait du sur place — ce qui devrait être la conséquence de l'application brutale de politiques ultra-néolibérales ? Ce n'est pas ce qu'enseigne l'expérience ontarienne. Le NPD ontarien s'est davantage enfoncé lors des élections de 1999 et de 2003. Cela n'a rien d'étonnant. L'hystérie sécuritaire venue des ÉU qui détint fortement sur la Canada anglais, beaucoup plus fortement qu'au Québec, pousse l'électorat à droite. L'amère déception par rapport aux partis socio-libéraux ontarien, britanico-colombien et québécois, de tradition travailliste ou national-populiste peu importe, en rajoute. Seul la logique du « moins pire » pourrait jouer en faveur des partis socio-libéraux, davantage cependant au Québec à cause de la légitimité que la question nationale procure au PQ.

Il n'y a que la droite qui a un projet que, cependant, les populations des trois plus peuplées provinces canadiennes trouvent de plus en plus inacceptable au fur et à mesure de l'expérience de la réalité. En Ontario comme en Colombie britannique, la gauche anticapitaliste, si ce n'est antinéolibérale, n'est même pas dans le décor. En Colombie britannique, on se sait trop quoi choisir entre un NPD resté social-libéral et un Green Party qui l'est déjà, ou même, en désespoir de cause ou par choix, le mouvementiste.

En Ontario, les tentatives de radicalisation du NPD par l'intérieur, avec le *Socialist Caucus*, ou d'un entre-deux parti-mouvement avec *Regrouping the Left*, ou d'un parti « participatif » s'appuyant sur le mouvement altermondialiste en transformant le NPD à la fois de l'extérieur et de l'intérieur avec le *New Politics Initiative*, soit font du sur place soit ont échoué malgré des succès initiaux qui n'eurent pas de suite. Le nouveau *Socialist Project* aura-t-il plus de succès ? Groupuscule de syndicalistes des TCA et d'intellectuels « marxistes indépendants » cependant peu connecté à la jeunesse radicale et au mouvement communautaire, il n'aspire pour l'instant qu'à organiser des forums. Quant aux partis anticapitalistes, ils restent groupusculaires et divisés.

La nécessité d'une direction politique crédible

Le bilan des échecs ontarien et britanico-colombien démontre sans ambiguïté qu'il faut un plan de mobilisation aboutissant à la grève générale public-privé. Il démontre aussi sans aucune ambiguïté que les hautes directions syndicales, et leur relais dans les autres organisations sociales, n'en veulent pas mais qu'elles doivent surfer la vague pour assurer leur propre survie sociale. Elles n'ont pas d'autres alternatives à proposer que le retour des partis socio-libéraux avec leur politique de statu-quo dite « réformisme sans réformes ». La stratégie qui en découle est l'attente du retour du pendule électorale, avec ou sans mobilisation

contrôlée pour sauver les dégâts, au nom du « moins pire », le statu-quo étant évidemment moins pire que le bulldozage.

Ces expériences de mobilisations ayant été des échecs, il est plus difficile d'en déduire une stratégie gagnante. On peut quand même y déceler des éléments embryonnaires de succès. Côté syndical, il faut faire l'unité militante public-privé, sinon la situation vire au vinaigre comme en Colombie britannique, tout comme l'unité syndicats-organisations populaires sinon le ressentiment populaire mène au cul-de-sac des actions confrontationnelles minoritaires pour la plus grande joie des corps policiers.

Comment construire ces unités militantes ? La pression de la base amène les directions à agir en commun mais c'est pour laisser la vapeur sortir. Des coalitions se construisent sauf que ce sont, comme le disait un évêque progressiste brésilien, de vastes coalitions de sigles sur papier avec pas grand monde actif dedans. Plus marginalement, prônée par une partie de la gauche radicale, se forment aussi de petites coalitions idéologiques que critiquait une militante de Vancouver : « Si tu es à l'aise dans ta coalition, c'est qu'elle n'est pas assez grande ».

Un facteur essentiel est une direction politique crédible capable de proposer une plate-forme qui soit à la fois largement rassembleuse et mobilisatrice de même que des principes organisationnels. En Ontario comme en Colombie britannique, les partis anticapitalistes ou des groupes ad hoc ont tenté de le faire mais malgré un travail acharné et des résultats parfois honorables, ils étaient trop petits et divisés afin d'être crédibles. Au Québec, l'UFP est dans une meilleure position.